

Jacques Marseille : « J'ai cristallisé un ras-le-bol »

Enseignant à la Sorbonne, écrivain, chargé de « Savoirs et références » chez Larousse, Jacques Marseille pourfend plus facilement le travail dans ses écrits que dans sa réalité quotidienne. Son bas de laine constitué, l'assurance de pouvoir s'arrêter de travailler, quand il le voudra, pour vivre de ses rentes a transformé ses multiples occupations en plaisir.

LE QUOTIDIEN. - Comment votre premier livre « La France travaille trop » a-t-il été reçu il y a trois ans ?

Jacques MARSEILLE. - J'ai été surpris par l'abondance du courrier qu'il a suscité. Beaucoup de lecteurs m'ont affirmé qu'ils avaient pris la décision de s'arrêter de travailler après l'avoir lu. En fait, je me suis aperçu que mon livre n'avait fait que cristalliser un ras-le-bol qui n'osait pas encore s'exprimer. A d'autres, des cadres au chômage retirés dans leur maison de campagne, j'ai ôté en quelque stress. Le livre les a en quelque sorte disciplinés de s'être ainsi retirés de la vie active.

Q. - Pourquoi revenir à la charge aujourd'hui avec pratiquement les mêmes idées ?

J. M. - Parce que les principes énoncés il y a trois ans sont toujours valables et que les conseils de placement donnés se sont révélés fructueux et avisés. Je me devais de faire le point pour mes premiers lecteurs et montrer aux nouveaux que je ne m'étais pas trompé.

Q. - Le prix d'accès à la caste des nouveaux rentiers a tout de même beaucoup augmenté. En 1989, vous estimiez à 1,8 million de francs. Aujourd'hui toutes vos hypothèses sont fondées sur un capital de 3 millions de francs.

J. M. - Ce qu'il faut pour s'arrêter dépend uniquement de vos besoins. Si 10 000 F mensuels vous suffisent, il ne sera pas nécessaire de mobiliser le même capital que s'il vous faut 30 000 F. Pour obtenir ces 10 000 F mensuels, non impossibles, il suffit de placer 1,5 million de francs sans risque à 8 %.

Q. - Comment expliquez-vous ce « ras-le-bol » dont souffrent les cadres que vous incitez au départ ?

J. M. - Il est dû à deux séries de phénomènes aisément identifiables. Le premier est l'exaspération de la concurrence mondiale pour les cadres par une mise sous pression permanente et une intensification du rythme de travail. Le second est la déception vis-à-vis des socialistes, qui avaient promis de « changer la vie » et qui n'ont fait que dévaloriser le travail au profit du capital.

Q. - Quel est votre parcours personnel ?

J. M. - Je suis arrivé il y a vingt ans à Paris sans capital, sans héritage. J'ai constitué mon capital en profitant de l'inflation immobilière, en achetant des appartements vides et les revendant une époque de relaps. C'était une époque de

forte inflation. Il faut le savoir, l'inflation est la chance des pauvres. Aujourd'hui il en va tout autrement en regard des taux d'intérêt réels, qui pénalisent les candidats à l'emprunt. Ceux qui bénéficient de rentes, en revanche, sont avantagés. C'est pourquoi j'ai toujours plaidé pour une forte inflation. La France pourrait supporter une inflation de 8 %. Aucune démonstration pertinente n'a été apportée sur le recul de compétitivité d'une nation dans une période de forte inflation. Regardez l'Italie. En dépit d'une forte inflation depuis trente ans, on parle de son miracle économique. En Grande-Bretagne, la faible inflation s'est traduite au contraire par un appauvrissement général. Quant à la santé du franc, elle importe moins que le pouvoir d'achat qu'il procure. Il faut se souvenir que l'inflation a permis, en quelques années, à 54 % des Français de devenir propriétaires de leur logement.

Propos recueillis par
Philippe DUTERTRE